*Décision du Tribunal Administratif de Grenoble n°E18000192/38 du 14 juin 2018*

Département de l'Isère

**Commune d'ANTHON**

# ENQUETE PUBLIQUE

**relative à la demande d'autorisation environnementale unique d'exploiter une unité de méthanisation agricole et de cogénération présentée par la société SAINT-LOUIS ENERGIES**

*du lundi 23 juillet au vendredi 14 septembre 2018 inclus*

---

# *ANNEXE 4.1*

## Procès-verbal de synthèse des observations

Unité de méthanisation de la SAS MEUHVELEC à VEIGY-FONCENEX (74)

*Document remis au demandeur le 19 septembre 2018*

*Monsieur Pierre JARGOT, Président de SAINT-LOUIS ENERGIES*

*Michel RICHARD commissaire enquêteur*

# SOMMAIRE


| | | Page |
|---|---|---|
| **1** | **Déroulement de l'enquête publique** | 3 |
| **2** | **Synthèse des observations** | 3 |
| 2.1 | Entretien avec Monsieur BON, Maire d'Anthon | 3 |
| 2.2 | Entretiens avec les représentants de l'ADENI | 4 |
| 2.3 | Observations du public | 5 |
| 2.4 | Cahier des observations mis à la disposition du public lors de la réunion d'information et d'échange du 4 septembre 2018 | 19 |
| **3** | **Avis des institutions publiques et délibérations des conseils municipaux des communes du rayon d'affichage** | 19 |
| 3.1 | Avis de l'autorité environnementale | 19 |
| 3.2 | Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles | 19 |
| 3.3 | Observations et avis de la commune de Villette d'Anthon | 19 |
| 3.4 | Avis du Conseil Local de Développement de le Boucle du Rhône en Dauphiné | 20 |
| 3.5 | Délibération de la commune d'Anthon | 20 |
| 3.6 | Délibération de la commune de Chavanoz | 21 |
| 3.7 | Délibération de la commune de Pont de Chéruy | 21 |
| 3.8 | Délibération de la commune de Janneyrias | 22 |
| **4** | **Questions principales relatives au projet** | 22 |
| 4.1 | Précisions à apporter sur le procédé de déconditionnement des biodéchets et sur l'exploitation de l'unité de méthanisation | 22 |
| 4.2 | Précisions à apporter sur le respect du statut agricole du projet | 22 |
| 4.3 | Précisions à apporter sur les mesures prévues pour éviter et réduire les nuisances | 23 |
| **5** | **Mémoire en réponse du demandeur** | 23 |


**Annexes au procès-verbal de synthèse**

- Avis et observations de l'ADENI
- Observations du public
- Avis des institutions publiques
- Délibérations des conseils municipaux arrivées le 18/09/2018

## 1. DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 23 juillet 2018 au vendredi 14 septembre 2018.

Le commissaire enquêteur a assuré les 6 permanences de réception du public prévues conformément aux arrêtés du Préfet de l'Isère n°DDPP-IC-2018-06-612 du 22 juin 2018 et n°DDPP-IC-2018-08-05 du 10 août 2018, soit :

- Le lundi 23 juillet 2018 de 10 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 16 h 00
- Le jeudi 2 août 2018 de 16 h 00 à 18 h 00
- Le samedi 11 août 2018 de 9 h 00 à 11 h 30
- Le samedi 25 août 2018 de 9 h 00 à 11 h 30
- Le jeudi 30 août 2018 de 15 h 00 à 18 h 00
- Le vendredi 14 septembre 2018 de 15 h 00 à 18 h 00

En dehors de ces jours de permanence du commissaire enquêteur, le public a pu consulter le dossier et annoter ses observations sur le registre tous les jours d'ouverture de la mairie d'Anthon au public. Il a également pu consulter le dossier dématérialisé mis en ligne sur le site internet de la préfecture de l'Isère et faire ses observations par courrier électronique du lundi 23 juillet 10 heures au vendredi 14 septembre à 18 heures, 24 heures sur 24.

Les courriers électroniques reçus à l'adresse ddpp-observations-ic@isere.gouv.fr ont été régulièrement joints au registre des observations de la mairie.

Aucun incident notable n'est à signaler lors de cette consultation, exception faite de la disparition de deux courriels joints au registre d'enquête. Cette disparition a été constatée par le commissaire enquêteur le samedi 25 août 2018 à 9 heures et les documents immédiatement réédités par les services de la mairie et réintégrés au registre. Ce fait n'a eu aucune incidence sur le bon déroulement de l'enquête.

Par ailleurs, le commissaire enquêteur a reçu :

- Monsieur BON, Maire d'Anthon, le jeudi 2 août 2018 de 14 heures à 15 heures 45 ;
- Les représentants de l'Association de Défense Environnementale du Nord-Isère (ADENI) le jeudi 26 juillet 2018 de 9 heures à 10 heures et le lundi 3 septembre 2018 de 9 heures à 10 heures 20.

Enfin, une réunion publique d'information et d'échanges a eu lieu le mardi 4 septembre 2018 de 18 heures à 21 heures. Un cahier d'observations a été mis à la disposition des personnes présentes qui ne souhaitaient pas, ne pouvaient pas ou avaient des difficultés à prendre la parole publiquement.

Le commissaire enquêteur a établi un compte rendu de la réunion publique qu'il a transmis le 13 septembre, par courrier électronique, à Monsieur Philippe JARGOT (SAS Saint-Louis Energies) et à Madame Isabelle GROS (cabinet L'Artifex). Un exemplaire papier a été remis en mains propres à Monsieur JARGOT le vendredi 14 septembre 2018. Ce compte rendu était accompagné d'une annexe reprenant l'ensemble des diaporamas (SAS Saint-Louis Energies et ADENI) présentés en réunion, la plaquette de présentation de l'AGROSITE et la copie du cahier d'observations précité.

## 2. SYNTHESE DES OBSERVATIONS

### *2.1. Entretien avec Monsieur BON, Maire d'Anthon le 2 août 2018*

En préambule, Monsieur le Maire précise que le « problème » n'est pas le projet de méthanisation, mais l'existence des deux plateformes de compostage actuelles de Grandes Forêts et des Garennes qui créent d'importantes nuisances olfactives. Tout particulièrement la plateforme des Garennes, qui, outre le compostage, propose un stockage de transit de biodéchets à l'air libre.
Il note que la plateforme s'est installée de manière « forcée » et qu'en qualité de Maire, il n'arrive pas à faire respecter le droit du sol (Plan local d'urbanisme).

*Le commissaire enquêteur rappelle que l'objet de l'enquête est relatif à la réalisation d'une unité de méthanisation et de cogénération complétée d'un bâtiment de déconditionnement*

*des biodéchets et d'une plateforme de compostage des digestats solides et des déchets verts.*

Monsieur le Maire répond que ce projet présente deux avantages par rapport au projet de 2014-2015 :

- Diminution sensible du nombre de rotation de poids-lourds
- Suppression du plan d'épandage

Mais qu'en contrepartie le traitement de boues de stations d'épuration (STEP) est un inconvénient majeur.

*Le commissaire enquêteur demande à Monsieur le Maire de préciser le lieu de traitement actuel des boues de la STEP de l'intercommunalité.*

Monsieur le Maire signale que ces boues sont traitées hors de l'intercommunalité et devraient le rester.

*Le commissaire enquêteur remarque que ce comportement de la part de l'intercommunalité crée un mauvais bilan carbone pour le traitement des boues de STEP.*

Monsieur le Maire signale que dans le dossier il manque une information relative à la mise en place, sous l'égide du Sous-préfet de La Tour du Pin, d'un observatoire sur les odeurs des 2 plateformes et sur l'existence d'un jury de « nez ».

Ce fait est révélateur du problème de communication entre l'équipe du porteur de projet, les élus locaux et le public.

Suite à une interrogation du commissaire enquêteur, Monsieur le Maire reconnaît que le projet actuel a bien été présenté aux élus de la communauté de communes. Cependant, il rajoute que :

- le dossier présenté aujourd'hui ne fournit aucune garantie sur la qualité sanitaire des intrants
- une zone agricole n'est pas habilitée à recevoir une activité industrielle de déconditionnement des biodéchets
- la pérennité de la fourniture en déchets d'origines agricoles n'est plus garantie du fait de la diminution constatée de la surface des terres agricoles

**En conclusion, Monsieur le Maire indique que ce projet pourrait être accepté s'il était réalisé en zone industrielle** et non en zone agricole. Il termine par deux questions :

- **Où sera distribué le compost solide (5 000 tonnes par an) ?**
- **D'où viennent les biodéchets (distance) ?**

## *2.2. Entretiens avec les représentants de l'ADENI*

► Entretien du jeudi 26 juillet 2018, d'une durée d'une heure.

Etaient présents pour l'ADENI : Monsieur Christian LARGER, Président, et Monsieur Alain FEBVRE, Vice-président.

Après la présentation de l'association, les représentants de l'ADENI indiquent qu'un point « dur » existe à propos de cette enquête. Il s'agit de son déroulement en pleine période estivale et cela constitue aux yeux de l'association un déni de démocratie de la part de l'Etat. C'est pour cette raison que par courrier en date du 5 juillet 2018, l'ADENI a appelé l'attention de Monsieur le Ministre de l'Intérieur sur les dates de l'enquête et lui a demandé un report de celle-ci.

L'ADENI communique alors une copie de ce courrier au commissaire enquêteur.

Les représentants de l'ADENI demandent alors officiellement au commissaire enquêteur un report de l'enquête et la tenue d'une réunion publique d'information sur le projet préalablement à l'enquête.

*Dans sa réponse le commissaire enquêteur précise que l'enquête se déroule sur une durée de près de six semaines (du 23 juillet au 30 août) et qu'un report dans ces conditions n'est pas justifié. Cependant, il se réserve la possibilité de prolonger l'enquête d'une durée de 15 jours maximum conformément à la législation en vigueur et propose, si le porteur de projet et la Mairie d'Anthon donnent leur accord, d'organiser une réunion d'information début*

*septembre. Le commissaire enquêteur s'engage à donner rapidement une réponse à la sollicitation de l'ADENI.*

► Entretien du lundi 3 septembre 2018

Etaient présents pour l'ADENI : Monsieur Christian LARGER, Président, Monsieur Jean-Pierre VIGNON, Trésorier, Monsieur Gilles JOLIVET, Secrétaire adjoint et Madame Véronique PLATRE, membre du bureau.

Après les présentations, Monsieur LARGER a communiqué au commissaire enquêteur, en formats « papier » et dématérialisé, un diaporama présentant l'avis, les observations et les doléances de l'ADENI à propos du projet d'implantation d'une unité de méthanisation.
Ce diaporama est joint en annexe à ce procès-verbal.
Il a signalé au commissaire enquêteur que ce diaporama sera projeté le lendemain lors de la réunion publique d'information et d'échange relative au projet, mais le diaporama présenté en réunion publique à fait l'objet de quelques modifications de contenus. Ce dernier diaporama a été joint au compte-rendu de réunion adressé à Monsieur JARGOT et Madame GROS le 13 septembre 2018.

Hormis la contestation relative aux dates de mises à disposition du public du dossier d'enquête, les observations de l'ADENI portent sur :

- Le statut du projet. L'ADENI conteste le statut agricole retenu en évoquant la nécessité de construire des unités de déconditionnement et d'hygiénisation. Elle évoque l'utilisation du tri mécano-biologique (TMB) pour le déconditionnement des biodéchets (cf pages 12 à 14 de l'annexe) entrainant une production de 155 t/an de résidus polluants. Pour parfaire son observation sur le statut du projet, L'ADENI dénonce (Cf. annexe pages 15 à 17) un actionnariat industriel majoritaire de fait du site de SAINT-LOUIS ENERGIES ;
- Le trafic de la RD 55. L'ADENI dénonce une étude d'impact sur le trafic de la RD 55 très approximative.

## *2.3. Observations du public et bilan*

Le commissaire enquêteur a recensé :

- 61 personnes qui ont écrit des observations ou avis sur les 2 registres d' observations mis à la disposition du public en mairie ;
- 19 courriers électroniques reçus à l'adresse ddpp-observations-ic@isere.gouv.fr ;
- 9 courriers « papier » reçus en mairie d'Anthon.

Pour un total de 91 avis émis.

A la lecture des observations faites et suite aux divers entretiens avec le Maire d'Anthon, l'association ADENI et le public, le commissaire enquêteur a établi une liste de 18 thèmes d'interrogations et dressé un tableur analytique des observations repris dans les pages suivantes.

Le premier feuillet est le tableau récapitulatif statistique des observations, les autres feuillets reprennent la grille d'analyse des observations issues du registre des observations déposées en mairie, des courriers électroniques (mails) et des courriers reçus.

Il apparaît à la lecture de ces tableaux synthétiques que les trois observations majoritaires avancées par le public portent sur :

- Les nuisances olfactives (20,9%);
- Le trafic sur la route départementale 55 ;
- Le caractère agricole de l'installation projetée.

| N° du thème | THEMES | Nbre | Pourcentage | Classement |
|---|---|---|---|---|
| 1 | Insuffisance de l'information | 2 | 0,9% | *14* |
| 2 | Nuisances olfactives | 49 | 20,9% | *1* |
| 3 | Nuisances sonores | 3 | 1,3% | *12* |
| 4 | Pollution de l'eau, impact sur la faune et la flore | 11 | 4,7% | *6* |
| 5 | Pollution visuelle | 4 | 1,7% | *10* |
| 6 | Accès | 2 | 0,9% | *14* |
| 7 | Trafic sur la RD 55 | 44 | 18,7% | *2* |
| 8 | Risques sanitaires | 24 | 10,2% | *4* |
| 9 | Risques d'explosion | 3 | 1,3% | *12* |
| 10 | Contrôle et garantie des intrants | 12 | 5,1% | *4* |
| 11 | Pérennité de la fourniture en déchets agricoles (fumiers, lisiers, etc.) | 2 | 0,9% | *14* |
| 12 | Origine et composition des boues de STEP apportées | 11 | 4,7% | *6* |
| 13 | Origine des biodéchets, rayon de prélèvement | 10 | 4,3% | *8* |
| 14 | Rayon de distribution des composts solides | 2 | 0,9% | *14* |
| 15 | Choix de l'emplacement | 10 | 4,3% | *8* |
| 16 | Viabilité économique du projet | 4 | 1,7% | *10* |
| 17 | Remise en cause du statut agricole du projet | 40 | 17,0% | *3* |
| 18 | Perte de la valeur immobilière | 2 | 0,9% | *14* |
| *Nombre total d'observations (tous thèmes confondus)* | | *235* | | |

Récapitulatif statistique des observations et avis émis

| AVIS | Nombre | Pourcentage |
|---|---|---|
| Favorable | 28 | 31% |
| Défavorable | 55 | 60% |
| Non défini | 8 | 9% |
| Total avis émis | 91 | 100% |

| Thèmes → / Registre des observations ↓ | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Insuffisance de l'information | Nuisances olfactives | Nuisances sonores | Pollution de l'eau, impact sur la faune et la flore | Pollution visuelle | Accès au site | Trafic sur la RD 55 | Risques sanitaires | Risques d'explosion | Contrôle et garantie des intrants | Pérennité de la fourniture en déchets agricoles (fumiers, lisiers etc.) | Origine et composition des boues de STEP apportées | Origine des biodéchets, rayon de prélèvement | Rayon de distribution des composts solides | Choix de l'emplacement | Viabilité économique du projet | Remise en cause du statut agricole du projet | Perte de la valeur immobilière | FAVORABLE | DEFAVORABLE | NON DEFINI | Nom du pétitionnaire et synthèse et compléments apportés sur d'autres problématiques ou précisions importantes intéressant l'enquête, développés dans le courriel, le courrier ou le registre. |
| R 1 | | | | | | | | | | X | | X | | | | | | | X | | | M. BODET Luc (Anthon) - 23/07/2018 :<br>Projet redimensionné à une taille respectable.<br>Encadrer et contrôler la qualité des déchets utilisés. |
| R 2 | | X | | | | | X | | | | | | | | X | | X | | | X | | Mme et M. LE DOUCET Corinne et Eric - 30/07/2018 :<br>Passage de 40 camions/jour sous-estimé. Projet inadapté par sa localisation le long de la RD 55. Nuisances olfactives supplémentaires. Mettre toutes les plateformes sous cloches. Projet à vocation industrielle et non agricole.<br>*La demande de prorogation de l'enquête n'est plus d'actualité.* |
| R 3 | | X | | | | | | X | | | | | | | | | | X | | X | | Mme MERLE Monique et M. CATTIN Pierre (Villette d'Anthon) - 02/08/2018 :<br>Constatent déjà un "air irrespirable" par moment. Ont une inquiétude sur leur santé et celle de leurs enfants et petits enfants.<br>*Oralement, Mme MERLE a fait part au commissaire enquêteur de son inquiétude sur la perte de valeur immobilière de sa propriété.* |
| R 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. FOURVEL Gaëtan - 03/08/2018 :<br>Toute création d'unité de méthanisation est un bienfait car elle réduit notre dépendance aux énergies d'origine fossile. Ce projet est une avancée positive pour le territoire. |
| R 5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme EPARVIER Elodie - 03/08/2018 :<br>Le projet de méthaniseur participe au principe du développement durable ; valorisation des déchets organiques, création d'énergies renouvelables, réduction des gaz à effet de serre et substitution aux énergies fossiles. Il réduit les nuisances olfactives. |
| R 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. BARGE Serge (Blyes 01) - 07/08/2018 :<br>Dossier positif pour notre environnement. De la concertation naîtra le consensus. Avis très favorable. |
| R 7 | | X | | | | | | | | X | | | | | | | | | | X | | Mme Monik GUILLARD (Villette d'Anthon) - 11/08/2018 :<br>Opposée au projet, Mme GUILLARD signale de fortes odeurs actuellement sur la commune de Villette d'Anthon. |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R 8 | | | | | | | X | X | | X | | X | | X | | | | | | X | | M. Roger CHAPUIS (Villette d'Anthon) - 11/08/2018 :<br>Augmentation notable de la circulation sur la RD 55. Origine des intrans (rayon de collecte). Toxicité des boues de STEP. Risques sanitaires engendrés par l'origine des biodéchets et la réalisation d'une unité de déconditionnement. Traitement des surplus en 63 ou 74.<br>*Observations du CE : Le projet fait référence à un traitement éventuel des boues de STEP, limité à 120 tonnes/an soit une quantité inférieure à 0,5 % du tonnage total traité.* |
| R 9 | | X | | | | | X | | | X | | | X | | | | X | | | X | | M. Christian CHOLLIER (Anthon) - 11/08/2017 :<br>Traçabilité des intrans et des digestats. Saturation de la RD 55. Odeurs pestilentielles générées par les plateformes de compostage actuelles. Projet industriel et non agricole. |
| R 10 | | X | | | | | X | | | X | | | X | | | | X | | | X | | M. Philippe GRANGEAUD (Villette d'Anthon) - 11/08/2018 :<br>Observations strictement identiques à celles émises par M. CHOLLIER. |
| R 11 | | X | | | X | | X | | | | | | | | X | | | | | X | | Mme et M. GARNIER Odile et Bernard (Chavanoz) - 11/08/2018 :<br>Odeurs fétides et difficiles à respirer actuellement avec les 2 plateformes de compostage existantes. Constatent de plus en plus de camions poubelles entrer et sortir du GAEC Saint-Louis. Augmentation du trafic sur la RD 55. Détérioration du cadre de vie. |
| R 12 | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | | X | | M. BREME Jean-Marie (Anthon) - 11/08/2018 :<br>Déplore l'absence de données écononiques fiables sur les exemples d'unités de méthanisations fournis. |
| R 13 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | | | | X | | Mme CLEMENT (Villette d'Anthon) - 11/08/2018 :<br>Se plaint de l'organisation de l'accueil téléphonique du réseau "Nez" mis en place pour la surveillance olfactive des 2 plateformes de compostage existantes (Note du CE : ce point n'est pas du ressort de l'enquête). Saturation de la RD 55. Mme CLEMENT écrit habiter à 12 km des unités de compostage de Valterra et CA et être génée par les odeurs.<br>*Observations du commissaire enquêteur : Mme CLEMENT habite le hameau de Mons à Villette d'Anthon soit à 3,5 km des unités de compostage - mesurage effectué par le CE avec l'outil de Google Earth en présence de Mme CLEMENT.* |
| R 14 | | X | | | | | X | | | | | | | | X | | | | | X | | M. BUCHET Jacques (Chavanoz) - 20/08/2018 :<br>"Le projet de bâtiments pour méthanisation est une insupprtable attaque contre les habitants des communes proches". Création de nuisances olfactives, saturation de la RD 55. "Contre ce type d'usine à cet endroit". |
| R 15 | | X | | | | | X | X | | | | | | | | | | | | X | | Mme SAUVAGE Delphine (Anthon) - 20/08/2018 :<br>Inquiétudes sur les odeurs, la circulation sur la RD 55 et les risques sanitaires. |
| R 16 | | | | | | | X | X | | | | | | | | X | | | | X | | M. FROBERT André (Anthon) - 21/08/2018 :<br>Montage financier incompréhensible, risques sanitaires, problémes de circulation sur RD 55. |
| R 17 | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | X | | | M. CROST Didier - Agriculteur - (Villette d'Anthon) - 24/08/2018 :<br>Production d'énergie verte, apport d'un revenu complémentaire pour les exploitations agricoles, transformation des fumiers et lisiers disponibles en fertilisants épandus de façon contrôlée. Avis favorable. |
| R 18 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. ANGHEBEN Lionel - Paysagiste - (Villette d'Anthon) - 24/08/2018 :<br>Avis favorable. |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R 19 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | | | X | | | M. LAMBLOT David (Chavanoz) - 25/08/2018 :<br>Souhaite une diminution des odeurs par l'installation de cette unité de méthanisation. En appelle au Conseil départemental pour un projet de contournement de la RD 55. Avis favorable. |
| R 20 | | X | X | X | X | | X | | | | | | | | | | | | | X | | Mme et M. CONSTANTIN Georges (Anthon) - 27/08/2018 :<br>Présence actuellement de mauvaises odeurs. Crainte d'une augmentation de celles-ci avec le projet. Le projet apportera : du trafic sur la RD 55, du bruit, de la pollution. Avis défavorable. |
| R 21 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. PONTOU Serge - 27/08/2018 :<br>Avis favorable |
| R 22 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme Mélanie GENTON - 28/08/2018 :<br>Avis favorable |
| R 23 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme MITRUT Mathilde - 28/08/2018 :<br>Avis favorable |
| R 24 | | | | | | | | | | | | X | X | | | | | | X | | | Mme NEYRET Annie - 30/08/2018 :<br>Avis favorable mais avec réserves. Mme NEYRET souhaite une bonne traçabilité des instrans. Elle souhaite aussi que la communauté de communes fasse traiter des boues de STEP en local. |
| R 25 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | | | | | X | M. BON Charles (Anthon) - 30/08/2018 :<br>N'est pas opposé au projet à condition de supprimer les odeurs actuelles et de ne pas en générer d'autres. Il s'interroge sur l'impact du projet sur le niveau de trafic sur la RD 55. |
| R 26 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. ROIBET André (Pusignan 69) - 30/08/2018 :<br>Avis favorable |
| R 27 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. PETREAU Nicolas (Pusignan 69) - 30/08/2018 :<br>Avis favorable |
| R 28 | | X | | | X | | X | X | | | | | | | | | X | | | X | | Mme et M. LUISET (Chavanoz) - 31/08/2018 :<br>Odeurs nauséabondes engendrant des troubles de santé (migraines, douleurs à la poitrines, vertiges ...).<br>Remise en cause du statut agricole en raison de la présence de biodéchets.<br>Saturation de la RD 55 par des camions. Avis défavorable |
| R 29 | | X | | | | | X | X | | | | | | | | | X | | | X | | M. PAGE André (Chavanoz) - 31/08/2018 :<br>Se plaint d'odeurs nauséabondes et de la présence de mouches et d'insectes de toutes sortes. A constaté sur le site de mauvaises odeurs et l'apparition de rats.<br>Pour le reste rejoint l'avis précédent. Avis défavorable |
| R 30 | | X | | | | | X | X | | | | | | | | | X | | | X | | M. BRUEL Daniel (Chavanoz) - 31/08/2018 :<br>Observations strictement identiques à celles de M. PAGE André.<br>Avis défavorable |
| R 31 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. ROBERT-MICHON Flavien - 03/09/2018 :<br>Projet novateur en matière d'énergies renouvelables et de traitement des déchets. Avis favorable |
| R 32 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme CHARAT Lauriane - 04/09/2018 :<br>Une solution pour ne pas envoyer les déchets en enfouissement ou en incinération. Beau projet énergétique et écologique. Avis favorable. |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R 33 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | Mme DESCHAMP Christiane (Anthon) - 04/09/2018 :<br>Odeurs pestilentielles. Remise en cause du caractère agricole de l'installation. Source de problémes de circulation et d'accidents sur la RD 55. Avis défavorable.<br>*Note du CE : Dans leurs observations, Mme et M. DESCHAMPS se permettent de remettre en cause la légalité des 2 installations de compostage existantes et l'intégrité du GAEC St-Louis.* |
| R 34 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. DESCHAMP Jean-Paul (Anthon) - 04/09/2018 :<br>Le texte est identique au précédent. Avis défavorable |
| R 35 | | | | | | | X | X | | | | | | | X | | X | | | X | | Mme DESSAIX-JOLIVET Jeanne (Anthon) - 06/09/2018 :<br>Bien que favorable à la méthanisation, elle ne peut que s'opposer au projet de la SAS Saint-Louis Energies car :<br>- Le déconditionnement des biodéchets est une activité industrielle destinée à alimenter d'autres sites de méthanisation<br>- La qualité du compost normé produit est impropre pour l'agriculture biologique<br>- Ce n'est pas un soutien aux agriculteurs<br>- Il est source de saturation du trafic sur la RD 55<br>Avis défavorable |
| R 36 | | | | X | | | X | X | | | | X | | | | | X | | | X | | M. CHAULET Frédéric (Anthon) - 06/09/2018 :<br>N'est favorable qu'à une unité de méthanisation alimentée exclusivement par des effluents agricoles.<br>Observe que le compost créé contiendra trop d'impuretés, en particulier des plastiques. Refuse que des boues issues de STEP soient intégrées à la méthanisation.<br>Constate une saturation de la RD 55. Avis défavorable |
| R 37 | | X | | X | X | | X | X | X | | | | | | | | X | | | X | | M. LUISET Damien (Chavanoz) - 07/09/2018 :<br>Observations identiques à celles référencées R 28 (Mme et M. LUISET). Rajoute l'impact négatif sur la faune et la flore du Bois des Franchises et des risques d'explosion. Avis défavorable |
| R 38 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme CHEVALET Nathalie (Anthon) - 07/09/2018 :<br>Le projet répond aux besoins : des collectivités locales pour le traitement des déchets, des agriculteurs pour remplacer les engrais et de tous par la production d'énergie. Avis favorable |
| R 39 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. MONDON Bernard (Villette d'Anthon) - 10/09/2018 :<br>Ce projet répond aux problématiques de traitement des déchets. L'énergie produite permet de réduire la part du nucléaire. Avis favorable |
| R 40 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Signature illisible - 10/09/2018 :<br>Ce projet n'est pas créateur de nuisances olfactives. Avis favorable |
| R 41 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Signature illisible - 10/09/2018 :<br>Avis favorable |
| R 42 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. ODRU Emmanuel - 10/09/2018 :<br>Le GAEC Saint-Louis est une ferme moderne. Ce projet vient compléter son activité. Avis favorable |
| R 43 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. JARGOT Lauric (Anthon) -10/09/2018 :<br>Solution au traitement des déchets d'origine végétale, animale et industrielle. Avis favorable |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R 44 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | Mme et M. CROZAT Jean-Claude - 12/09/2018 :<br>Ce projet est industriel et non agricole. Ils est créateur de nuisances olfactives et de trafic sur la RD 55. Avis défavorable |
| R 45 | | | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | Mme LAROSE Mauricette (Anthon) - 11/09:2018 :<br>Remise en cause du statut agricole du projet. Saturation de la RD 55. Avis défavorable |
| R 46 | | X | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme MATHIEU Karine (Anthon) - 11/09/2018 :<br>Bien qu'il y ait quelques odeurs de campagne, l'air est plus respirable qu'en ville. Avis favorable |
| R 47 | | X | | | | X | X | | | | | | | | X | | X | | | X | | Mme et M. CROZAT Gérard (Villette d'Anthon) - 11/09/2018 :<br>Odeurs insupportables des 2 plateformes actuelles. Ce projet est industriel et non agricole. L'accés au site est extrèmement dangeureux (accidentogène). Le projet devrait être implanté dans une zone très peu urbanisée. Avis défavorable |
| R 48 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme et M. KEMACHA (Chavanoz) - 11/09/2018 :<br>Avis favorable |
| R 49 | | | | | | X | X | X | | | | X | | | | | X | | | X | | M. JOLIVET Gilles (Anthon) - 13/09/2018 :<br>Méthanisation à caractère industriel et non agricole. Staturation de la RD 55, tourne à gauche insuffisant. Compost normé impropre à la culture biologique. Avis défavorable |
| R 50 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | Mme MARIN Sandrine (Villette d'Anthon) - 13/09/2018 :<br>Affirme le caractère industriel du projet. Dénonce les nuisances olfactives actuelles. Souligne la saturation de la RD 55. Avis défavorable |
| R 51 | | | | | | | | | | | | | | | X | | X | | | X | | M. GINDRE Bruno, Maire adjoint de Villette d'Anthon et Vice-président du SYMBORD - 13/09/2018 :<br>M. GINDRE conteste le principe de l'implantation de l'unité de méthanisation en "négation" complète de la maîtrise de l'utilisation des sols normalement sous la responsabilité des élus du territoire.<br>Il signale que le projet est situé en pleine "trame verte" et appelle l'attention du commissaire enquêteur sur les statistiques AGRESTE, dont le chiffre TGB (trés gros bétail) est faux (il y a moins de 400 TGB à Villette d'Anthon. Avis défavorable |
| R 52 | | X | | | | | | X | | | | | | | | | | X | | X | | Mme NEYRET Catherine (Villette d'Anthon) - 13/09/2018 :<br>Constate des problèmes olfactifs. Quid de la dépréciation immobilière dûe au projet ? Avis défavorable |
| R 53 | | X | | | | | | | | | | | | | | | X | | | X | | Mme NEYRET Geneviève, Maire adjointe de Villette d'Anthon - 13/09/2018 :<br>Projet industriel émetteur d'odeurs pestilentielles. Avis défavorable |
| R 54 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | Mme PLATRE Véronique (Villette d'Anthon) - 14/09/2018 :<br>Signale déposer une lettre d'observations et demande la signification du sigle IED. Avis défavorable. |
| R 55 | | X | | X | | | | X | X | | | | | | | | X | | | X | | M. CLEMENT Jean-Christophe (Chavanoz) - 14/09/2018 :<br>Conteste les données relatives au trafic de la RD 55. Saturation de celle-ci. Risques d'explosion, pollution de l'air, risques sanitaires. Emet des doutes sur la qualité du compost. Avis défavorable |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| R 56 | | X | | X | | | X | X | | | | | | | | | | | | X | | Mme VIGNON Michèle (Anthon) - 14 septembre 2018 :<br>Mme VIGNON affirme :<br>- RD 55 déjà saturée 15 000 véhicules par jour<br>- Entrée du site du projet 400 camions ou véhicules agricoles (VA) par jour estimés + sortie du site cela fait 800 camions ou VA par jour<br>- L'ADEME ne soutient plus le projet au motif que les plastiques contenus dans le compost vont polluer le sol<br>- Pourquoi y a t'il un sas de désodorisation alors que l'on nous dit qu'il n'y aura plus d'odeur ?<br>Pour terminer elle note que les odeurs ont été intenables tout l'été. Avis défavorable |
| R 57 | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | X | | M. LARGER Christian (Anthon), Président de l'ADENI - 14/09/2018 :<br>Avis défavorable.<br>Apporte un complément d'information à rajouter aux deux entretiens et à la réunion publique : Selon une information en date du 13/9/2018 , 4 des 9 exploitants agricoles figurant dans l'actionnariat de la SAS Saint-Louis Energies n'exerceraient plus d'activités agricoles. Se pose la question de l'actionnariat aujourd'hui. |
| R 58 | | X | | | | | | X | X | | | | | | | | X | | | X | | Mme DENEAU-ROUFFIGNAC Muriel (Villette d'Anthon) - 14/09/2018 :<br>Projet industriel et non agricole. Augmentation des nuisances olfactives déjà existantes. Risque de dangers non maîtrisés. Avis défavorable |
| R 59 | | X | | X | | | X | X | | | | | | | X | | X | | | X | | Mme CHENU Stéphanie (Villette d'Anthon) - 14/09/2018 :<br>Projet industriel et non agricole. Impacts sur l'environnement, sur la faune et la flore (bois des franchises), odeurs, pollution des sols. Impacts sur le trafic routier de la RD 55. Avis défavorable |
| R 60 | | X | | | | | | X | | X | | X | X | | | | X | | | X | | Nom et signature : Illisibles - Chantal et Christian - 14/09/2018 :<br>Projet industriel et non agricole. Problèmes olfactifs. RD 55 déjà saturée. Incertitudes sur les intrans, le digestat, la taille du digesteur. |
| R 61 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. COURJUX Philippe (Villette d'Anthon) - 14/09/2018 :<br>Valorisation des effluents d'élevage, diminution des odeurs par la réduction des épandages. Avis favorable |
| 61 | 0 | 29 | 1 | 6 | 4 | 2 | 27 | 17 | 3 | 6 | 0 | 6 | 4 | 1 | 7 | 3 | 23 | 2 | 24 | 36 | 1 | ← Totaux |

| Thèmes → / Courriels (Mails) ↓ | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Insuffisance de l'information | Nuisances olfactives | Nuisances sonores | Pollution de l'eau, impact sur la faune et la flore | Pollution visuelle | Accès au site | Trafic sur la RD 55 | Risques sanitaires | Risques d'explosion | Contrôle et garantie des intrants | Pérennité de la fourniture en déchets agricoles (fumiers, lisiers etc.) | Origine et composition des boues de STEP apportées | Origine des biodéchets, rayon de prélèvement | Rayon de distribution des composts solides | Choix de l'emplacement | Viabilité économique du projet | Remise en cause du statut agricole du projet | Perte de la valeur immobilière | FAVORABLE | DEFAVORABLE | NON DEFINI | Nom du pétitionnaire et synthèse et compléments apportés sur d'autres problématiques ou précisions importantes intéressant l'enquête, développés dans le courriel, le courrier ou le registre. |
| M 1 | | | | | | | X | | | X | | X | X | | | | X | | | X | | M. GIRAUD Benoît - 02/08/2018 :<br>Considère le projet comme étant "industriel". Souhaite que la liste détaillée des intrans, en particulier pour les biodéchets et les boues de STEP soit publiée et que le dossier de demande sanitaire soit rendu public. Constate enfin que la RD 55 est aujourd'hui très chargée et signale que la présence de l'unité de méthanisation saturerait le trafic. Avis défavorable. |
| M 2 | X | X | | | | | | | | | | X | X | | | | | | | | X | M. RIGAUD Jean (Oullins 69) - 05/08/2018 :<br>Demande que la liste détaillée des intrans soit publiée, en particulier pour les biodéchets et les boues de STEP, que le dossier de demande sanitaire soit rendu public et qu'une carte de l'origine des déchets (avec rayon de récolte) soit éditée.<br>Pour limiter les odeurs, propose que tous les transferts des intrans et leur conditionnement ou leur broyage soient réalisés dans un bâtiment fermé muni d'une aspiration et d'un lavage des rejets atmosphériques (tour de lavage à l'hypochlorite ou filtre à charbon actif).<br>*La demande de prorogation de l'enquête n'est plus d'actualité.* |
| M 3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | Mme MENNESSON Madeleine (Villette d'Anthon) - 26/08/2018 :<br>Avis favorable |
| M 4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. MENNESSON Philippe (Villette d'Anthon) - 26/08/2018 :<br>Avis favorable |
| M 5 | | X | | X | | | | | | | | | | | X | | X | | | | X | Mme PATINAUD Sylvie (Anthon) - 05/09/2018 :<br>Favorable à la méthanisation. Mais : rejette le principe de traitement des biodéchets en zone agricole, s'inquiète des rejets possibles dans le sol et l'eau, des effets sur le Bois des Franchises et l'écosystème. S'inquiète des odeurs et de la dévaluation immobilière engendrée. Propose qu'un tel projet soit plus adapté et soumis par la communauté de communes et non par un particulier. |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M 6 | | X | | | | | X | | | X | | X | | | | | X | | | X | | Mme et M. JANAUDY Marie et Didier (Anthon) - 05/09/2018 :<br>Considère le projet comme industriel et non agricole. Subit en permanence des nuisances olfactives. Constate que le projet va aggraver la situation de saturation et le risque accidentogène sur la RD 55 - "faut-il à l'instar de la route centre Europe Atlantique que cette route de campagne devienne une route mortelle pour que des mesures soient prises ?" -. Emet des doutes sur la qualité des biodèchets et l'origine des boues de STEP. Conclut en affirmant que dans ce projet l'intérêt personnel passe avant l'intérêt collectif. Avis défavorable |
| M 7 | | X | | | | | | X | | | | | | | | | | | | X | | Mme JEUDON Valérie (Chavanoz) - 06/09/2018 :<br>Odeurs insupportables constatées tout l'été. Risques sanitaires. Demande "une enquête médicale sur les effets (nocifs) de la circulation de méthane dans l'air". Avis défavorable |
| M 8 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | | X | Mme VILAR Christiane (Vilette d'Anthon) - 07/09/2018 :<br>Ne peut pas être contre un projet favorable à la méthanisation agricole. Mais considère qu'il s'agit de traitement de déchets industriels, subit des nuisances olfactives dûes à l'élevage de plus de 800 veaux et craint la saturation de la RD 55. A noter que Mme VILAR ne donne pas d'avis pour conclure. |
| M 9 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. LOMBARD Gérard (Anthon) - 09/09/2018 :<br>Remet en cause le statut agricole du projet. Constate les odeurs intolérables provenant du site de la SAS Saint-Louis Energies. Avis défavorable |
| M 10 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | | | X | | | M. DE WISMES Julien (Anthon) - 11/09/2018 :<br>M. DE WISME, **"nez" de l'observatoire des odeurs**, émet un avis favorable et apporte une argumentation concrète à son avis . Il faut en particulier noter dans son courriel la synthèse des odeurs ressenties depuis le 1er janvier 2018. |
| M 11 | | | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. GUITTON Jean-Paul (Anthon) - 11/09/2018 :<br>M. GUITTON observe la grande fragilité de l'actionnariat "agricole" de la SAS Saint-Louis Energie, note une insuffisance d'information dans la demande d'exploitation de la SAS, s'interroge sur le possible traitement de 120 t. de boues de STEP en remplacement de CIVE. Monsieur GUITTON, présent à la réunion publique du 4 septembre, pose la question des 3939 t. de déchets verts qui font basculer le pourcentage d'intrants agricoles à 47,59 %. Il demande à ce que les agriculteurs associés au projet s'engagent sur des volumes d'éffluents ou de CIVE à fournir. Enfin il s'interroge sur le surplus de trafic sur la RD 55 et le risque d'accident associé engendrés par l'unité de méthanisation. Avis défavorable<br>*Note du CE : M. GUITTON omet les refus de criblage intégrés dans les 3939 t objets d'une question restée sans réponse lors de la réunion publique.* |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M 12 | | X | | | | | | X | | X | | | X | | X | | X | | | X | | M. ZUCCARELLO Philippe élu de Pont de Chéruy - 13/09/2018 :<br>Dans un mémoire joint à son courriel, M. ZUCCARELLO présente une analyse du dossier du projet et ses observations qui portent sur :<br>- L'actionnariat au sein de la SAS Saint- Louis Energies,<br>- Les intrants non agricoles, en particulier les biodéchets,<br>- Le transport des effluents qui crée 2 gênes : l'une olfactive, l'autre de saturation et de risque accidentogène sur la RD 55,<br>- La valorisation du biogaz. Il propose l'injection du gaz sur le réseau de GRDF,<br>- Le choix du site d'implantation et l'accès au site.<br>Avis défavorable |
| M 13 | | X | | | | | X | | | X | | | X | | | | X | | | X | | Mme et M. JOURJON Yvan (Villette d'Anthon) - 13/09/2018 :<br>S'opposent à l'implantation du projet aux motifs suivants :<br>- Anthon est situé dans un corridor écologique,<br>- les déchets proviennent de l'industrie et de centres de ramassage des ordures,<br>- Le trafic des camions sera incompatible avec la structure de la RD 55,<br>- Nuisances olfactives créées par la présence de 800 veaux.<br>Avis défavorable |
| M 14 | | X | | X | | | X | | | | | | | | X | | X | | | X | | Mme et M. MERIEUX (Villette d'Anthon) - 13/09/2018 :<br>S'opposent à l'implantation du projet aux motifs suivants :<br>- Incompatibilité du trafic des camions avec la structure de la RD 55,<br>- Nuisances olfactives importantes,<br>- Pollution des sols, de la faune et la flore,<br>- Mauvais choix du site d'implantation de ce projet industriel.<br>Avis défavorable |
| M15 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | | | | X | | Mme FILLIAT-DUMAS Bright (Pont de Cheruy) - 13/09/2018 :<br>Saturation de la RD 55, odeurs nauséabondes. Avis défavorable |
| M 16 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. BRIVET Michel (Anthon) -14/09/2018 :<br>Remise en cause du statut agricole du projet, absence de lettre d'engagement des actionnaires "agriculteurs", unité de déconditionnement à caractère purement industriel, nuisances olfactives seulement réduites et non supprimées, augmentation du trafic sur la RD 55. Avis défavorable |
| M 17 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | | M. MONNERY Fabrice (Saint-Vulbas 01) - 14/09/2018 :<br>Ce projet redonnera de l'attractivité à l'agriculture. Avis favorable |
| M 18 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. GUERRIER François (Villette d'Anthon) - 14/09/2018 :<br>Remise en cause du statut agricole du projet, remise en cause de la capacité de gestion du site par les porteurs de projet, nuisances olfactives importantes et saturation de la RD 55. Avis défavorable |
| M 19 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | M. CLEMENT Jean-Christophe (Chavanoz) - 14/09/2018 17h58 :<br>Ce courrier électronique fait triple emploi avec ses observations déposées sur le registre (réf R 55) et par courrier (réf C 5).<br>*Note du CE : Ce courriel n'apportant aucun élément nouveau n'est pas comptabilisé dans la statistique générale des "avis et observations".* |
| 19 | 1 | 13 | 0 | 2 | 0 | 0 | 11 | 2 | 0 | 4 | 0 | 3 | 4 | 0 | 3 | 0 | 11 | 0 | 4 | 11 | 3 | ← Totaux |

| Thèmes → / Courriers ↓ | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Insuffisance de l'information | Nuisances olfactives | Nuisances sonores | Pollution de l'eau, impact sur la faune et la flore | Pollution visuelle | Accès au site | Trafic sur la RD 55 | Risques sanitaires | Risques d'explosion | Contrôle et garantie des intrants | Pérennité de la fourniture en déchets agricoles (fumiers, lisiers, etc.) | Origine et composition des boues de STEP apportées | Origine des biodéchets, rayon de prélèvement | Rayon de distribution des composts solides | Choix de l'emplacement | Viabilité économique du projet | Remise en cause du statut agricole du projet | Perte de la valeur immobilière | FAVORABLE | DEFAVORABLE | NON DEFINI | Nom du pétitionnaire et synthèse et compléments apportés sur d'autres problématiques ou précisions importantes intéressant l'enquête, développés dans le courriel, le courrier ou le registre. |
| C 1 | | X | | X | | | X | X | | X | X | X | X | | | X | X | | | X | | M. OUDOT Pierre-Marie (Anthon) - 15/08/2018 :<br>*Lettre reçue en mairie le 31/08/2018*<br>- Le projet envisage de prendre en charge environ 50% de biodéchets (environ 12 t/an) issus de l'agglomération lyonnaise transformant le projet en "une version industrielle, à des fins purement mercantiles strictement privées".<br>- Le digestat épandu est interdit en agriculture biologique, interdisant aux exploitations agricoles qui font partie du "plan d'épandage" toute conversion ou remettant en cause la rentabilité de l'unité de méthanisation si une exploitation sort du plan.<br>- Pourquoi une perte de 13 500 tonnes/an d'intrans agricoles entre les deux projets ? Cela remet en cause le vernis de la justification "écologique" et met en exergue "son aspect mercantile".<br>- Les odeurs actuelles et à venir.<br>- "La mise à jour du projet en termes plus politiquement corrects ne change en rien sa légitimité".<br>- Rentabilité : aucune structure de cette dimension en France n'est rentable et les structures existantes sont maintenues en vie par des subventions (nos impôts)<br>- Impact écologique sur le trafic routier et la protection de l'environnement (pollution de l'air).<br>Avis défavorable. |
| C 2 | | X | | | | | X | | | | | | | | | | X | | | X | | M. CAMP Cédric (Anthon) - 03/09/2018 :<br>*Lettre reçue en mairie le 06/09/2018*<br>Monsieur CAMP considère qu'il est inadmissible que pour ce projet il n'y ait pas eu de lettre d'engagement des associés agriculteurs préalablement à la consultation publique. Il remet en cause la nécessité de construction d'une unité de déconditionnement des biodéchets. Enfin, il constate des nuisances olfactives et s'inquiéte des effets du projet sur la circulation sur la RD 55.<br>Avis défavorable. |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C 3 | | X | | | | | X | | | | | | | X | | | X | | | | X | M. JOGUET Romain (Anthon) - 09/09/2018 :<br>*Lettre reçue en mairie le 11/09/2018*<br>Déconditionneur des biodéchets surdimensionné. Saturation de la RD 55. Nuisances olfactives.<br>Monsieur JOGUET pose de nombreuses questions et remarque qu'avant de se lancer dans le projet il serait nécessaire de régler les problèmes olfactifs rencontrés sur les plateformes des Garennes et des Grandes Forêts. Il ne donne aucun avis en conclusion. |
| C 4 | | X | X | X | | | X | X | | | X | | | | | | X | | | X | | Mme et M. PLATRE (Villette d'Anthon) - 13/09/2018 :<br>*Lettre reçue en mairie le 14/09/2018*<br>Les observations portent sur la saturation de la RD 55, les nuisances olfactives, l'emploi de la cogénération (nuisances sonores et pollution de l'air), l'impact sur la faune et la flore, le risque sanitaire créé par le traitement des biodéchets et la perennité de la fourniture en effluents agricoles. Avis défavorable. |
| C 5 | X | X | | X | | | X | X | | | | | | | | | X | | | X | | M. CLEMENT Jean-Christophe (Chavanoz) - 14/09/2018 :<br>*Lettre déposée en mairie*<br>Ce courrier fait double emploi avec ses observations déposées sur le registre le 14/09/2018 (référence R 55). Cependant, dans ce courrier il dénonce un défaut d'information et d'affichage relatif à l'enquête en mairie de Chavanoz. Avis défavorable<br>*Note du CE : Le CE a contasté le 23 juillet 2018 à 8 h 40 la présence de l'affichage réglementaire de l'avis d'enquête sur le panneau de la mairie de Chavanoz. De même, il a constaté le 30 août 3018 à 14 h 30 l'affichage de l'avis de prolongation de l'enquête sur ce même panneau d'affichage. Ces constats ont été fait photograhiquement.* |
| C 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | Mmes et M. BROUSSE Florence, Ondine, Marcelle et Jacques (Anthon) - 14/09/2018 :<br>*Lettre pétition signée des 4 personnes remise en mairie*<br>Remise en cause du statut agricole du projet. Le site ne peut s'implanter dans un corridor écologique. Le projet est créateur de nuisances olfactives et sature la RD 55. Inquiétude sur la dépréciation immobilière et remise en cause de la viabilité économique du projet.<br>Avis défavorable |
| C 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | Cf ligne précédente |
| C 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | Cf ligne précédente |
| C 6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | | Cf ligne précédente |

| Thèmes → | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 15 | 16 | 17 | 18 | AVIS | | | Commentaires |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| C 7 | | X | X | X | | | X | X | | X | | X | X | | | | X | | | | X | M. BERTONI Serge (Anthon) - 13/09/2018 :<br>*Courrier déposé en mairie le 14/09/2018*<br>Monsieur BERTONI s'inquiète de l'impact des odeurs émanant des 2 plateformes existantes sur le personnel de l'unité de méthanisation et demande des mesures d'odeurs conformément à la norme NF EN 13725 d'octobre 2013. Il souhaite que soient prévues des analyses de l'air environnant. Les résultats seront publiés sur le site web de l'exploitant.<br>Il note que ce projet est industriel et n'est pas compatible avec le PLU d'Anthon et le SCoT. Il rappelle l'impact de ce projet sur le trafic routier, le niveau sonore, les risques de pollution des sols et de la nappe phréatique. Il demande un contrôle strict des matières entrantes et sortantes.<br>M. BERTONI n'émet pas d'avis (favorable ou défavorable) sur ce projet. |
| C 8 | | X | | | | | | X | | | | | | | | | | | | | X | Mme BERTONI Marie-Thèrèse (Anthon) - 13/09/2019 :<br>*Courrier déposé en mairie le 14/09/2018*<br>Mme BERTONI constate des nuisances olfactives engendrant des problèmes de santé publique. Constate que le compost normé produit ne pourra être utilisé en agriculture biologique.<br>Mme BERTONI n'émet pas d'avis sur le projet |
| C 9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | X | GAEC Saint-Louis (Anthon) porteur du projet- 12/09/2018 :<br>*Courrier arrivé en mairie le 14/09/2018*<br>En qualité de porteurs du projet, MM Pierre et Philippe JARGOT apportent dans ce courrier quelques précisions sur l'historique du projet.<br>Le GAEC n'émet pas d'avis sur le projet. |
| 12 | 1 | 7 | 2 | 3 | 0 | 0 | 6 | 5 | 0 | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 0 | 1 | 6 | 0 | 0 | 8 | 4 | ← Totaux |

### 2.4. *Cahier des observations mis à la disposition du public lors de la réunion d'information et d'échange du 4 septembre 2018*

Lors de la réunion publique du mardi 4 septembre 2018, un cahier a été mis à la disposition du public afin d'élargir le débat aux personnes qui ne peuvent ou ne veulent pas s'exprimer publiquement. Seules 9 personnes ont déposé des observations sur ce cahier dont une copie a été remise au porteur du projet en annexe du compte-rendu de la réunion.

Le commissaire enquêteur constate que sur les neuf avis exprimés, huit sont opposés au projet. Le neuvième avis, favorable, relate l'ambiance houleuse de la réunion et l'incapacité à donner oralement en public un avis en faveur du projet.

## 3. AVIS DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET DELIBERATIONS DES CONSEILS MUNICIPAUX DES COMMUNES DU RAYON D'AFFICHAGE

*Préambule*

L'article 7 de l'arrêté préfectoral n°DDPP-IC-2018-06-12 du 22 juin 2018 stipule : « les conseils municipaux des communes d'ANTHON, CHARVIEU-CHAVAGNEUX, CHAVANOZ, JANNEYRIAS, PONT-DE-CHERUY et VILLETTE D'ANTHON (Isère), LOYETTES et SAINT-MAURICE DE GOURDANS (Ain) sont appelés à formuler un avis motivé sur ce projet dès l'ouverture de l'enquête publique et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête publique.
Les délibérations intervenues doivent être adressées à la DDPP de l'Isère, service des installations classées ».
Les délibérations reçues pendant la durée de l'enquête publique ont été visées par le commissaire enquêteur et mises à la disposition du public.

### 3.1. *Avis de l'autorité environnementale*

Conformément à l'article L122-1 du code de l'environnement, l'autorité environnementale a été saisie par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES le 26 juillet 2017 (dossier complété le 26 janvier 2018) d'une demande d'avis relative au projet d'implantation d'une unité de méthanisation agricole sur la commune d'Anthon (38280). Le 14 mai 2018 la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes a publié sur son site internet une décision d' « **absence d'avis** » en date du 6 mai 2018. La copie d'écran du site de la DREAL figure en page 107 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse.

### 3.2. *Avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)*

Par lettre en date du 5 juillet 2018, la DRAC Auvergne Rhône-Alpes confirme qu'en l'état actuel de ses connaissances elle n'envisage pas de mise en place de procédure d'archéologie préventive dans le cadre de ce projet d'implantation d'une unité de méthanisation. Toutefois elle rappelle l'obligation, en cas de découverte archéologique en cours de travaux, de déclaration auprès de la mairie (article L.531 du code du patrimoine).
La copie de l'avis de la DRAC figure en page 108 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse.

### 3.3. *Observations et avis de la commune de Villette d'Anthon*

Par lettre en date du 16 août 2018 (cf. annexe du procès-verbal de synthèse pages 109 et 110), Monsieur le Maire de la commune de Villette d'Anthon fait part au commissaire enquêteur de ses observations et de son avis à propos du dossier soumis à enquête publique de demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole et de cogénération présentée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES.

Dans son courrier Monsieur le Maire observe :

- Au vu des volumes de déchets traités, ce projet est à caractère industriel et ne peut être implanté en zone agricole, dans un corridor vert et écologique classé dans le SCoT de la Boucle du Rhône en Dauphiné ;
- Au regard d'un courrier diffusé par la SAS Saint-Louis Energies (non communiqué au commissaire enquêteur), l'activité industrielle du projet est confirmée car 6 des 8 points avancés par le porteur de projet n'ont pas de rapport avec l'agriculture ;
- Aucune information ne figure dans le dossier soumis à enquête sur la présence dans les digestats (composts) de micro-organismes pathogènes (bactéries, virus, parasites divers, métaux lourds, etc.) ;
- La saturation de la RD 55, avec la présence de 15 000 véhicules par jour.

En conclusion, Monsieur le Maire de Villette d'Anthon émet un **avis défavorable** au projet d'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune d'Anthon.

Par ailleurs, Monsieur le Maire précise qu'une délibération du conseil municipal de Villette d'Anthon sera prise en ce sens le 12 septembre 2018. A ce jour, cette délibération n'est pas parvenue au commissaire enquêteur.

### *3.4. Avis du Conseil Local de Développement de la Boucle du Rhône en Dauphiné*

Par mémoire en date du 11 septembre 2018, le Conseil Local de Développement de la Boucle du Rhône en Dauphiné a émis un **avis favorable** sur le projet, avis assorti de deux réserves :

- Supprimer la possibilité d'utiliser 120 tonnes par an de boues provenant de station d'épuration ;
- Limiter à une distance maximum de 50 km l'origine des biodéchets.

De même, en page 3 de son mémoire, le Conseil Local de Développement de la Boucle du Rhône en Dauphiné rappelle l'obligation faite aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existant au 1er janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants d'adopter un plan climat-air-énergie territorial (PCAET) au plus tard le 31 décembre 2018 (Article L229-26 du code de l'environnement et article 188 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte). Il note qu'à sa connaissance aucune action n'a été lancée à ce jour par la Communauté de Communes Lyon Saint-Exupéry en Dauphiné (LYSED) pour mettre en place un tel PCAET.

La copie du mémoire du Conseil Local de Développement DRAC est jointe en pages 111 à 115 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse.

### *3.5. Délibération de la commune d'ANTHON*

Par délibération en date du 6 septembre 2018, le conseil municipal d'Anthon a émis, à l'unanimité de ses membres présents ou représentés (12), un **avis très défavorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole sur la commune d'ANTHON déposée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES.

Dans son avis motivé, le Maire de la commune d'Anthon rappelle :

- L'avis à donner ne porte pas sur le principe de la méthanisation mais sur le projet présenté et ses caractéristiques ;
- L'implantation du projet est prévue en zone A (agricole) du PLU de la commune ;
- Ce projet fait suite à un premier projet présenté en 2014 et abandonné en 2015.

Puis il émet un doute sur le statut agricole de l'unité de méthanisation.

En effet, dans l'avis motivé Monsieur le Maire écrit que s'il n'est tenu compte que des intrants des activités de déconditionnement et de méthanisation le pourcentage de 50% de matières d'origine agricole est respecté, mais que si on ajoute les 3 939 tonnes d'intrants de refus de criblage et de déchets verts de l'unité de compostage, la part agricole sur la globalité du projet ne représente plus que 47,6% des intrants.

Monsieur le Maire poursuit en indiquant que l'activité de déconditionnement n'est pas une activité agricole et n'est pas nécessaire à l'unité de méthanisation.

Dans la suite de l'exposé, Monsieur le Maire dénonce : la saturation de la route départementale 55 ; les impacts olfactifs du projet ; l'absence dans le dossier d'enquête de référence à l'observatoire des odeurs mis en place en 2016 ; la présence dans le compost obtenu d'éléments indésirables ; l'introduction de boues de STEP et le tri mécanique des biodéchets.

Enfin, Monsieur le Maire d'Anthon demande que le dossier soit complété de :

- La nature, l'origine et la répartition des intrants ;
- Un acte d'engagement des apporteurs (agriculteurs) ;
- Une étude sur la valorisation de la chaleur ;
- L'étude de l'observatoire des odeurs ;
- Des procédures de suivi de la filière de compostage ;

Il demande aussi que soient explicités et développés :

- Les points relatifs au bilan carbone ;
- Le business plan ;
- Les éléments de calcul du trafic routier sur la RD 55 ;
- L'intérêt d'approvisionnement de l'unité de méthanisation en boues de STEP.

la majorité de ses membres présents ou représentés (1 voix contre) émet un **avis défavorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole sur la commune d'ANTHON déposée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES.

La copie de la délibération du conseil municipal d'Anthon est jointe en pages 116 à 123 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse.

### *3.6. Délibération de la commune de CHAVANOZ*

Par délibération en date du 12 juillet 2018, le conseil municipal de CHAVANOZ a émis à la majorité des voix moins une (1 vote contre), un **avis défavorable** à la demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole sur la commune d'ANTHON déposée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES.

Cette délibération, prise par la commune de CHAVANOZ préalablement à la mise à disposition du public du dossier d'enquête (23 juillet au 14 septembre 2018), est motivée par les observations suivantes :

- Au regard des volumes de déchets traités, ce projet s'apparente à une activité industrielle et non agricole ;
- Le projet se situe en bordure d'un vaste espace agricole et naturel identifié comme une coulée verte ;
- D'importantes gênes de circulation sur la RD 55 seront engendrées par le projet ;
- Le processus de méthanisation « implique » la présence de rejets de micro-organismes pathogènes (bactéries, virus, parasites, indicateurs fécaux …) et de « métaux » comme l'ammoniac, l'hydrogène sulfuré…, tous ces éléments pouvant avoir un impact sur la santé des populations vivant à proximité.
- Le digestat comporte des métaux lourds, son épandage peut engendrer une source de pollution irréversible.

La copie de la délibération du conseil municipal de Chavanoz est jointe en pages 124 à 125 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse.

### *3.7. Délibération de la commune de PONT DE CHERUY*

Par délibération en date du 17 juillet 2018, le conseil municipal de PONT DE CHERUY a :

- pris acte de l'ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole sur la commune d'ANTHON déposée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES ;

- dit qu'il se prononcera sur ce dossier au cours de la première quinzaine de septembre 2018.

La copie de la délibération du conseil municipal de Pont de Chéruy est jointe en pages 126 à 128 de l'annexe de ce procès-verbal de synthèse

### *3.8. délibération de la commune de JANNEYRIAS*

Le 12 septembre 2018 le Conseil municipal de JANNEYRIAS, régulièrement convoqué, s'est réuni afin de délibérer sur un avis relatif à la demande d'autorisation d'exploiter une unité de méthanisation agricole sur la commune d'ANTHON déposée par la SAS SAINT-LOUIS ENERGIES.
Après débat, Monsieur le Maire a proposé à l'assemblée de donner l'avis suivant : « Le Conseil municipal émet de vives réserves sur ce projet, qui n'a rien d'un projet strictement agricole, surtout pour le déconditionneur. Il s'agit d'un projet industriel sur un site agricole ».
Ce projet de délibération a été rejetée par 2 voix pour, 1 voix contre et 10 abstentions.

*Récapitulatif des délibérations*

Les Conseils municipaux d'ANTHON et de CHAVANOZ ont exprimé un avis défavorable au projet.
Le Conseil municipal de JANNEYRIAS n'a pas émis d'avis.
Les délibérations des Conseils municipaux de CHARVIEU-CHAVAGNEUX, PONT-DE-CHERUY, VILLETTE D'ANTHON (Isère), LOYETTES et SAINT-MAURICE DE GOURDANS (Ain) n'ont pas été communiquées au commissaire enquêteur à ce jour.

## 4. QUESTIONS PRINCIPALES RELATIVES AU PROJET

### *4.1. Précisions à apporter sur le procédé de déconditionnement des biodéchets et sur l'exploitation de l'unité de méthanisation*

Le porteur du projet précisera en particulier les dispositions prévues pour assurer le contrôle de la qualité des biodéchets entrants dans l'unité de déconditionnement.

Le porteur du projet justifiera la nécessité d'apporter, en complément du gisement prévisionnel, 120 tonnes par an de boues issues de stations d'épuration et précisera quelles mesures seront prises pour contrôler les teneurs en ETM de ces boues.

Le porteur du projet justifiera l'absence ou la faible présence d'odeurs à tous les stades de l'exploitation, depuis la réception des intrants jusqu'à l'évacuation des digestats et du compost. La méthanisation peut-elle contribuer à réduire les nuisances olfactives actuelles largement évoquées par le public et l'ADENI ?

Le porteur de projet justifiera le dimensionnement hydraulique des différents bassins de récupération des eaux et précisera les mesures prévues pour assurer la protection des eaux.

### *4.2. Précisions à apporter sur le respect du statut agricole du projet*

Le porteur du projet indiquera avec précision les masses d'intrants d'origine agricole et les masse d'intrants d'autres origines. De même, il précisera les parts respectives de déchets verts et de refus de criblage dans les 3.939 tonnes par an introduites dans le mélange préalable au compostage.

Le porteur du projet précisera les mesures prises pour garantir la pérennité de la fourniture d'intrants d'origines agricoles.

Le porteur du projet indiquera les mesures prévues en cas de la défaillance d'un actionnaire agriculteur au sein de la SAS Saint-Louis Energies.

*4.3. Précisions à apporter sur les mesures prévues pour éviter et réduire les nuisances*

Le porteur du projet indiquera les mesures proposées pour préserver la continuité du corridor écologique, la faune et la flore.

Le porteur du projet précisera les mesures prévues sur l'ensemble de « l'AGROSITE » pour réduire et maîtriser les nuisances olfactives.

Le porteur du projet explicitera le tableau figurant en page 80 du document « Etude d'impact » relatif au trafic enregistré au niveau du pont bascule. Le commissaire enquêteur précise que c'est sur la base de ce tableau que l'ADENI a signalé avec humour l'existence d'un immense parking au sein du GAEC Saint-LOUIS (Cf. le compte-rendu de la réunion publique du 4 septembre 2018).

## 5. MEMOIRE EN REPONSE DE LA SAS SAINT-LOUIS ENERGIES

Le demandeur examinera avec attention les documents annexés à ce procès-verbal de synthèse (Avis et observations de l'ADENI, du public, des institutions publiques et délibérations des conseils municipaux) et le compte rendu de la réunion publique du 4 septembre 2018 remis au porteur du projet le 13 septembre 2018 en version dématérialisée et en version « papier » le 14 septembre 2018.

Le commissaire enquêteur reste à la disposition du porteur de projet pour toute information ou précision utile.

En application de l'article R.123-18 du code de l'environnement, la SAS Saint-Louis Energies adressera au commissaire enquêteur un mémoire en réponse dans un délai de quinze jours, soit **au plus tard le 4 octobre 2018**.

Fait à Grenoble, le 19 septembre 2018

Le commissaire enquêteur

Michel RICHARD

*Procès-verbal remis au demandeur à Colombe (38) le 19 septembre 2018 à14 heures.*